

ÉDITORIAL

Jean-Pierre BOURDIER*

Électricité de France, à l'occasion de sa démarche de certification ISO 14001, a choisi de faire du développement durable la référence de son action dans tous les domaines, en France comme à l'étranger.

Le développement durable, sous ses trois composantes que sont le social, l'économique et l'environnemental, correspond en effet assez harmonieusement à la fois à la culture et aux enjeux qui sont ceux de grandes industries comme la nôtre, en mutation profonde moins pour des raisons technologiques que pour des motifs de mondialisation de l'économie et d'aspiration du public.

Le social, EDF l'a littéralement dans ses gènes. L'acte fondateur de cet établissement public, en 1946, n'avait-il pas pour objet, au-delà de la fusion de centaines d'entreprises électriques, d'apporter à la nation de façon égale pour tous, au moindre coût, lumière, chaleur, force ?

Le pays tout entier a communiqué pendant 40 ans à cette grande cause de bâtisseurs de cathédrales des temps modernes que sont barrages, centrales et réseaux. Aujourd'hui et demain, cet effort achevé, c'est vers les deux milliards d'êtres humains, qui comme des millions de Français en 1946, n'ont ni l'électricité ni les bienfaits qui l'accompagnent, qu'EDF se tourne.

De l'électrification des townships d'Afrique australe, aux favelas d'Amérique latine, en passant par les mégapoles asiatiques, les besoins sont immenses, et le développement social ne se fera pas sans l'électricité. Nous l'y amenons déjà et nous l'y amènerons bien davantage encore dans le futur.

L'économique est inhérent à toute une entreprise, plus encore aujourd'hui qu'hier dans le secteur électrique du fait de l'ouverture des marchés. Pour EDF, le développement économique est, plus qu'une ardente obligation, une nécessité vitale. Passer en cinq ans de la situation de monopole mono-produit sur un territoire sanctuaire, à celle de groupe multi-énergies, multi-services en concurrence en France et ailleurs est une mutation profonde qui ne peut se faire qu'au prix d'une efficacité et d'une profitabilité accrues. En effet, quel actionnaire, quel financeur, quel concurrent, quel régulateur, laisserait agir sans réagir un Groupe qui détruirait de la valeur sur un théâtre d'opérations aussi exposé qu'est le secteur énergétique dans le monde d'aujourd'hui ?

Le dernier avatar électrique californien montre qu'il n'est pas de développement durable avec des entreprises qui perdent de l'argent. Or, l'industrie électrique, amont comme aval, restera pour des décennies encore très capitalistique, faite d'investissements de long terme destinés à satisfaire des millions de clients dans la durée et la continuité, notion qui coïncide peu avec l'économie très « start-up » des temps actuels, faite souvent de peu de capital, de liens fugaces avec les clients, d'investissements de court terme. Malgré ce contexte, le Groupe EDF entend continuer à « labourer profond », pour le plus grand profit économique de ses clients (dont plus d'un sur trois est aujourd'hui hors de France), de ses partenaires, de ses actionnaires.

L'environnemental, « last but not least » des trois piliers du développement durable a beaucoup évolué au fil du temps. Aussi est-on passé d'une époque où la construction d'un barrage, d'une ligne électrique, d'une centrale était synonyme d'emplois et de prospérité, à une autre époque où le public y voit plutôt nuisances et pollutions. Même si l'on sait que cette hostilité est le propre des sociétés humaines développées et nanties (au sens premier du terme, c'est-à-dire ayant assez de richesses pour n'en plus vouloir de nouvelles, rassasiées et donc promptes à se mettre au régime), nous savons qu'il nous faut écouter cette aspiration sociétale profonde.

Réduire de façon continue les pollutions dues à nos installations, agir en industriels responsables de nos déchets, c'est une condition sine qua non du développement durable. À ce sujet, il est d'ailleurs probable qu'à moyen terme le public exigera que la pollution atmosphérique, en particulier, les polluants (CO₂, NO_x, SO₂, etc.) que rejettent les industriels, fasse l'objet d'attentions comparables à ce qui se passe pour les déchets de l'industrie nucléaire.

Peut-être devons-nous nous préparer à des débats pour ou contre le retraitement systématique du SO₂, pour ou contre le stockage géologique profond du CO₂ pendant des milliers d'années ? Comme pour le plutonium ?

Accepter de s'engager pour le développement durable, c'est aussi accepter la possibilité de telles éventualités si telle est la vision qu'en ont les autres « stake-holders ». Le Groupe EDF, pour sa part, s'y engage.

* EDF, Directeur délégué Coordination Groupe, Directeur de l'Environnement.